

les
gaullistes
du
renouveau



LE CHÊNE

Pyrénées Atlantiques

www.lechene-pyrenees-atlantiques.org

64@branche.lechene.org

NOTE D'INFO JANVIER 11

1/Interview de MAM au JDD

2/Le Chêne au Conseil des Clubs et Think-Tanks de l'UMP

3/Déplacement du ministre d'Etat au Proche-Orient (19 au 23 janvier 2011)

1/Interview de MAM au JDD

Le Journal du Dimanche

Il semble qu'il y ait aujourd'hui une certaine gêne de la part de la France à avoir soutenu le régime dictatorial du président Ben Ali ?

Les principes constants de notre politique internationale sont la non ingérence, le soutien à la démocratie et à la liberté, l'application de l'Etat de droit. S'agissant d'un ancien protectorat, nous sommes encore plus tenus à une certaine réserve. Nous ne voulons pas mettre de l'huile sur le feu, mais au contraire aider dans toute la mesure du possible un peuple ami, mais sans interférer. Il y a des élections qui s'organisent, faudrait-il un « candidat de la France » ? Evidemment pas.

Que pensez-vous de la polémique autour de votre intervention à l'Assemblée au cours de laquelle vous proposiez une aide policière au régime tunisien ?

Je suis consternée quand je vois des morts ou des blessés dans des manifestations, où que ce soit. Les forces de l'ordre françaises ont un savoir-faire reconnu pour gérer des mouvements de foule sans usage disproportionné de la force. Il y avait en Tunisie des tirs à balles réelles, des morts. Pour que de telles situations ne se reproduissent pas dans l'avenir, j'ai donc dit que nous étions prêts à aider à former les forces de l'ordre tunisiennes, comme nous le faisons pour d'autres pays, au maintien de l'ordre en veillant à la préservation des vies.

Croyez-vous réellement à la menace islamiste en Tunisie? Et est-ce la raison pour laquelle la France a toujours soutenu le président Ben Ali ?

Dans tout le Maghreb il y a depuis des années des mouvements extrémistes qui se développent. Nous coopérons avec ces pays en matière de lutte contre le terrorisme, mais ce n'est pas ce qui guide au premier chef notre politique étrangère. Celle-ci repose de façon constante sur nos principes: la non ingérence, le soutien constant à la démocratie et à la liberté et le respect du droit.

«Nous soutenons toujours la démocratie». Mais le régime tunisien avait cessé d'être considéré comme démocratique depuis de longues années ?

Ne pas faire d'ingérence ne nous empêche pas d'appeler partout dans le monde au respect de la démocratie et à un exercice démocratique des institutions.

La Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a réagi dès jeudi par des propos très durs envers la Tunisie. Barack Obama a salué le courage du peuple tunisien. La France est resté un ton très en-dessous et a réagi très lentement ?

Je ne pense pas que la France ait réagi lentement. La France réagit toujours en fonction des principes que je viens de vous énoncer. Nous avons dit ce que nous avons à dire, sans ingérence. Nous prenons acte de la situation nouvelle, et nous disons très fermement que l'aspiration des Tunisiens à plus de démocratie et à plus de liberté ne pourra être satisfaite que si des élections libres sont organisées dans les meilleurs délais. Par ailleurs, nous avons pris des dispositions pour bloquer tout mouvement suspect sur des avoirs tunisiens en France.

A-t-il jamais été question que la France accueille le président tunisien en fuite ?

Nous n'avons jamais eu aucune demande de sa part pour venir en France. Si une telle demande avait été formulée, elle aurait été refusée. Je sais qu'il y a eu beaucoup de rumeurs. Elles étaient sans fondement.

Croyez-vous que c'est le premier dégât collatéral de Wikileaks ?

Je pense qu'il y en a eu d'autres, moins spectaculaires. Il est indéniable que la blogosphère s'est emballée à partir de l'immolation de Mohamed Bouazizi et des fuites de Wikileaks.

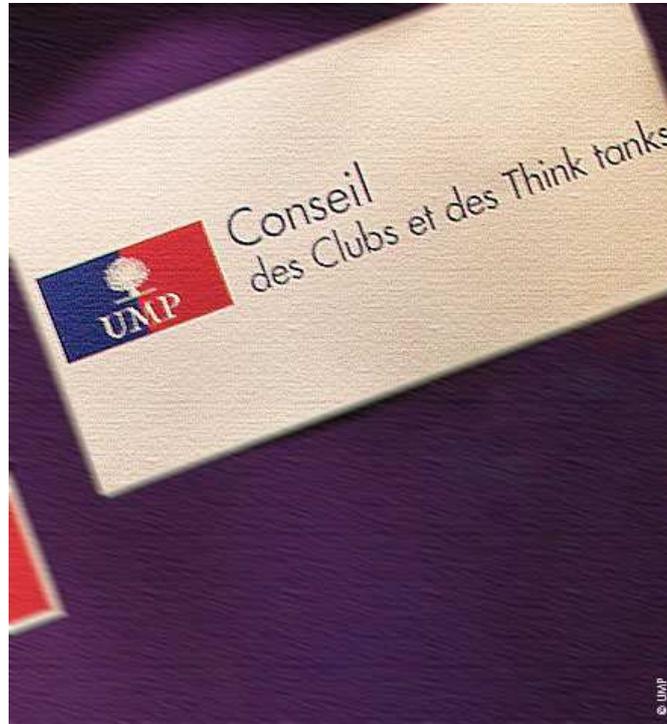
Va-t-on assister à un effet domino dans tout le monde arabe ?

Nous allons suivre la situation avec beaucoup d'attention, mais dans chaque pays le contexte est différent.

Vous pensez à l'Algérie, à l'Egypte ?

En Algérie, vous avez des mouvements de contestation liés au contraste entre une grande pauvreté et le sentiment qu'il existe une richesse potentielle du pays. En Egypte, il y a des mouvements islamistes anciens et structurés. Il peut y avoir des effets d'imitation mais chaque situation est différente. Il faut donc être attentif.

2/Le CHENE au conseil des clubs et think-tanks de l'UMP



A l'occasion de la première réunion du Conseil des Clubs et Think-Tanks de l'UMP, c'est naturellement que Le Chêne était représenté par sa Présidente, Michèle Alliot-Marie. Les mouvements membres de ce Conseil ont donné leur accord, le mardi 18 janvier, pour apporter leurs contributions à l'élaboration du projet pour l'après 2012 que l'UMP présentera au futur candidat de la majorité présidentielle. Cette instance, mise en place par Jean-François Copé, sera l'un des trois piliers dans la construction du projet, au même titre que les adhérents de l'UMP, d'une part, et les élus d'autre part.

Ainsi, dans les tous prochains temps, Le Chêne proposera à ses militants, adhérents et sympathisants, de pouvoir concrètement contribuer, à travers des débats organisés dans l'ensemble de ses branches, mais aussi sur la toile.

3/Déplacement du Ministre d'état au Proche-Orient (19 au 23 janvier)



Entretien de Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, avec Mme Tzipi Livni, Chef de l'opposition au parlement israélien et du parti Kadima (Tel Aviv)
20/01/2011

Le ministre d'Etat a effectué une tournée régionale au Proche-Orient du 19 au 23 janvier 2011. Michèle Alliot-Marie s'est rendue successivement en Israël, dans les Territoires palestiniens, en Egypte et en Jordanie.



Visite de Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, au mémorial de Yad VaShem à Jérusalem, et cérémonie de la mémoire (mémorial des enfants)
20/01/2011

Cette visite, la première du ministre d'Etat dans la région depuis son entrée en fonctions, est intervenue dans un contexte d'impasse du processus de paix israélo-palestinien. L'un des principaux objectifs de la visite du ministre d'Etat était d'examiner comment la France et ses partenaires européens, en liaison avec les Etats-Unis, peuvent contribuer à relancer les négociations directes, seule voie à même d'assurer une solution durable au conflit. Elle a insisté sur la nécessité d'éviter toute provocation de part et d'autre.

Le ministre d'Etat a réitéré le soutien de la France à l'obtention d'un accord dans le double objectif de création d'un Etat palestinien viable et de garantie de sécurité d'Israël.

Un déplacement était prévu dans la Bande de Gaza, partie intégrante des Territoires palestiniens et qui demeure au centre de nos préoccupations et de nos efforts de coopération. Le ministre d'Etat a rappelé l'appui de la France à la population civile particulièrement éprouvée. Elle s'est rendue notamment au Centre culturel français de Gaza et visitera l'hôpital Al-Quds, récemment réhabilité grâce à des fonds français. Michèle Alliot-Marie a rencontré également les représentants de l'UNRWA sur place.



Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, et M. David Bouskila, maire de Sderot, à côtés des restes de roquettes kassam et d'obus de mortiers tirés depuis la Bande de Gaza (Sderot, Israël).
21/01/2011

Michèle Alliot-Marie s'est rendue également à Sderot (Israël), à la rencontre de la population israélienne durement affectée par les tirs de roquettes. Le ministre d'Etat a rencontré également, sous la tente qu'ils ont érigée à Jérusalem, les parents de notre jeune compatriote Gilad Shalit, retenu en otage depuis 2006, afin de leur assurer l'engagement de la France pour parvenir à sa libération.

Après deux jours en Israël et dans les Territoires palestiniens, le ministre d'Etat s'est rendu en Egypte puis en Jordanie, deux parrains historiques du processus de paix qui peuvent apporter une contribution utile à la relance des pourparlers.

Cette visite a également été l'occasion d'aborder les questions régionales et l'état de nos relations bilatérales avec chacun de nos partenaires.

Cette tournée régionale a été l'occasion pour Michèle Alliot-Marie de renouveler l'appel solennel à la tolérance et au respect de la liberté de conscience et de religion qu'elle a lancé à Doha la semaine dernière lors du "Forum pour l'Avenir".



Entretien de Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, avec des représentants de la communauté française de Sderot (Israël)
21/01/2011

Le ministre d'Etat a rencontré enfin les membres des communautés françaises à chaque étape de son déplacement.